

Etat des lieux: Réformes de l'assurance maladie et de la forme d'exploitation des laboratoires d'analyses médicales privés

La FLLAM constate avec satisfaction que l'amendement gouvernemental du 12 novembre 2010 retire du projet de loi 6196 de réforme de l'assurance maladie, la baisse tarifaire initialement prévue via la fixation de la valeur de la lettre-clé. Les laboratoires privés sont donc à l'image des autres prestataires confrontés à un gel de leur lettre-clé pour 2011 et 2012.

Par contre ils restent les seuls prestataires de soins à ne pas être concernés par l'annonce du Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale dans la presse relative au fait que « le principe de l'adaptation automatique à l'indice du coût de la vie des tarifs de tous les prestataires de santé reste intouché ». Ce sera donc par voie d'amendement parlementaire que les députés auront la charge de remédier à cette deuxième discrimination de traitement.

A cela s'ajoute le fait que, dans le même amendement gouvernemental, la FLLAM découvre que la baisse tarifaire aura bien lieu en réalité mais avec une autre méthode comptable. En effet, ce n'est pas par la baisse de la valeur de la lettre-clé mais par la voie de la révision de la nomenclature des actes et prestations de laboratoires que le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale souhaite imposer une restriction des recettes de 2 à 2.5 millions d'euros aux laboratoires privés dès 2011.

Dans leurs multiples avis, les membres de la FLLAM ont toujours été favorables à une révision de la nomenclature afin de tenir compte de l'évolution technique et organisationnelle de leur activité. Toutefois, la méthodologie suivie par la proposition d'amendement gouvernemental implique une révision de cette nomenclature par une adaptation ciblée des coefficients des actes dans un délai de 3 mois. Ce délai est totalement irréaliste pour réaliser un travail de fond, objectif et professionnel.

La FLLAM considère que cette approche n'a pour seul objectif que de remplacer la baisse de la valeur de la lettre-clé initialement prévue par une baisse de la nomenclature médiatiquement exploitable et moins risquée juridiquement en termes de distorsion de la concurrence en particulier face à la récente plainte déposée par la FLLAM à la Commission Européenne. Il est également précisé dans le projet d'amendement qu'en cas de désaccord sur cette révision de la nomenclature, celle-ci sera introduite par voie de règlement grand-ducal et donc imposée par le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale.

La FLLAM souligne enfin une **incohérence dans la procédure d'amendement gouvernemental** proposé. En effet, le projet de loi fixe à présent la valeur des tarifs des laboratoires privés par un gel de leur revalorisation pour les années 2011 et 2012 tandis qu'une **procédure de médiation est en cours entre la CNS et la FLLAM** pour justement déterminer quelle sera la valeur de cette lettre-clé pour cette même période de référence. La FLLAM souhaite **alerter le Conseil d'Etat** face à cette incohérence entre une **procédure législative en vigueur** selon le Code de la Sécurité Sociale et un projet de loi soumis au vote parlementaire.

Parallèlement, la FLLAM insiste sur le **projet de loi 6151 relatif à l'adaptation de la forme juridique d'exploitation des laboratoires privés** afin de leur permettre d'exercer en société. Le Conseil d'Etat, dans sa séance plénière du 16 novembre 2010, a émis un **avis favorable à cette adaptation législative**. Il revient donc à la Chambre des Députés de procéder au vote dans les meilleurs délais. Un précédent communiqué de presse de la FLLAM en date du 12 novembre 2010 décrivait l'importance de cette évolution législative en termes d'**impact positif pour le développement économique** du Luxembourg en particulier dans la Grande-Région.

Dr Jean-Luc Dourson

Président de la Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales (FLLAM)